



**HAL**  
open science

# Resetting H3K4me3, H3K27ac, H3K9me3 and H3K27me3 during the maternal-to-zygotic transition and blastocyst lineage specification in bovine embryos

Chuan Zhou, Michelle Halstead, Amélie Bonnet-Garnier, Richard Schultz,  
Pablo Ross

## ► To cite this version:

Chuan Zhou, Michelle Halstead, Amélie Bonnet-Garnier, Richard Schultz, Pablo Ross. Resetting H3K4me3, H3K27ac, H3K9me3 and H3K27me3 during the maternal-to-zygotic transition and blastocyst lineage specification in bovine embryos. 2024. hal-04446932

**HAL Id: hal-04446932**

**<https://hal.inrae.fr/hal-04446932>**

Preprint submitted on 30 May 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

# Des produits de base aux ressources : l'évolution de la place des matières premières dans les analyses et stratégies de développement

Vincent Géronimi, Claire Mainguy

DANS **MONDES EN DÉVELOPPEMENT** 2022/3 (N° 199-200), PAGES 193 À 213  
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0302-3052

ISBN 9782807398207

DOI 10.3917/med.199.0197

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2022-3-page-193.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Des produits de base aux ressources : l'évolution de la place des matières premières dans les analyses et stratégies de développement

Vincent GERONIMI<sup>1</sup> et Claire MAINGUY<sup>2</sup>

À partir des articles de la revue *Mondes en développement*, nous proposons une lecture, de l'évolution de la place des matières premières dans les analyses et stratégies du développement en fonction de trois principales dynamiques enchevêtrées : celle de l'évolution générale de la pensée du développement, selon la chronologie présentée par Hugon (2007) ; celle de l'évolution des marchés des matières premières, avec leurs chocs et leurs ruptures ; celle de la montée en puissance du développement durable. Se dessinent ainsi les contours d'une économie politique du développement, prenant en compte l'incertitude et les institutions, les stratégies des acteurs et les effets d'échelles.

**Mots-clés :** matières premières, tendances des cours, instabilité, termes de l'échange, économies en développement, théories du développement

**Classification JEL :** O190, Q020, O130

## *From commodities to resources: The changing role of raw materials in development analyses and strategies*

Based on the articles in *Mondes en développement*, we propose a reading of the evolution of the role of raw materials in development analyses and strategies according to three main intertwined dynamics: That of the general evolution of development thought, according to the chronology presented by Hugon (2007), that of the evolution of commodity markets, with their shocks and disruptions; that of the rise of sustainable development (from "raw materials" to "resources"). This rereading outlines the contours of a political economy of development, taking into account uncertainty and institutions, actors' strategies, and the effects of scale.

**Keywords:** commodities, price trends, instability, terms of trade, developing economies, development theories

---

<sup>1</sup> UVSQ Université Paris-Saclay, UMI SOUtenabilité et RésilienCE (SOURCE).  
vincent.geronimi@uvsq.fr

<sup>2</sup> Université de Strasbourg, Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA-CNRS, Strasbourg) et Groupement pour l'étude de la mondialisation et du développement (GEMDEV). claire.mainguy@unistra.fr

Le thème des matières premières revient régulièrement dans les analyses et stratégies du développement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. À la fois considérées comme des produits de base (cf. Charte de la Havane, 1947), nécessaires à assurer un minimum vital, sources de rentes et de recettes d'exportation, mais aussi de spécialisation régressive (Lewis, 1954 ; Prebisch, 1950 ; Singer, 1950), de chocs, de maladie (*Dutch disease*) ou de malédiction, (Auty, 1993 ; Corden et Neary, 1982), et enjeu de soutenabilité (Hartwick, 1977), les matières premières occupent une place déterminante dans les stratégies de développement.

À partir des articles de la revue *Mondes en développement* (MED) depuis sa création nous proposons une lecture, nécessairement partielle, de l'évolution de la place des matières premières dans les analyses et stratégies du développement. Ce mouvement peut se lire en fonction de trois principales dynamiques enchevêtrées. La première est celle de l'évolution générale des idées, des analyses du développement, selon une chronologie telle que celle présentée par Hugon (Egg et al.\*<sup>3</sup>, 2018 ; Hugon, 2007). La deuxième dynamique est celle des faits, de l'évolution des marchés et des cours des matières premières, avec des moments de rupture qui ont fortement influencé les analyses du développement. La troisième dynamique est celle de la montée en puissance du développement durable, qui accompagne la substitution progressive du terme « matières premières » par celui de « ressources » (voir Boidin, Cordrie et Figuière, dans ce numéro).

Si les matières premières, considérées aujourd'hui en tant que ressources, continuent d'occuper une place centrale dans les analyses du développement, leurs impacts et enjeux restent fortement débattus. À la question de long terme, celle de la possibilité d'un développement basé sur une spécialisation primaire, posée dès l'origine des théories du développement, s'est progressivement substituée celle de la possibilité d'un développement durable à l'échelle globale.

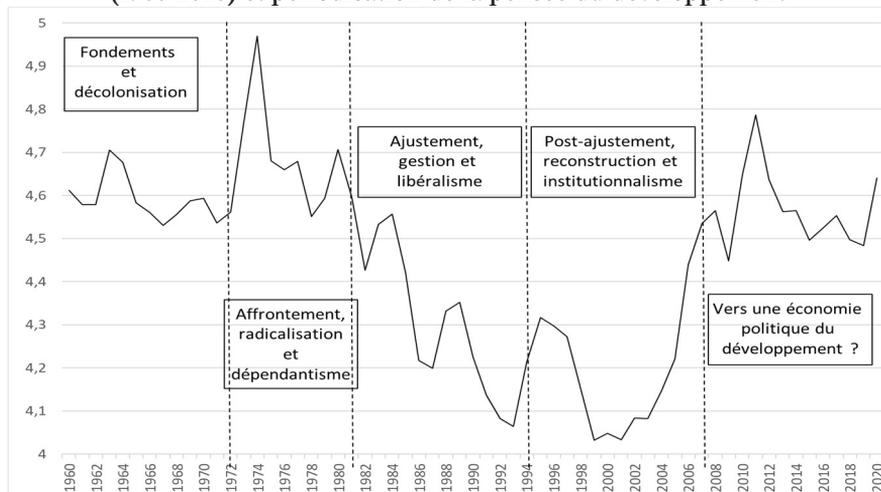
Alors que les chocs et les crises se succèdent sur les marchés internationaux des matières premières depuis 1973, la question des fluctuations et instabilités (et la possibilité de les stabiliser) prend progressivement le pas sur la question de la tendance à long terme des termes de l'échange (décroissante selon l'hypothèse Prebisch-Singer, ci-après notée PS).

De la lecture des articles parus dans MED depuis sa création, se dessine une économie politique du développement, où l'incertitude interroge les possibilités de stabilisation, renforce la place des institutions dans les analyses, sur des marchés où les stratégies des acteurs autour de l'accès aux matières premières s'inscrivent dans une géopolitique des ressources à différentes échelles.

<sup>3</sup> Astérisque positionné à la suite du nom des auteurs permettant d'identifier les articles publiés par la revue.

L'organisation de l'article suit la périodisation proposée par Hugon (2007), présentée dans le graphique 1, superposée à l'évolution des termes de l'échange des matières premières sur la période 1960-2020 (cf. annexe).

**Graphique 1 : Évolution des termes de l'échange des matières premières (1960-2020) et périodisation de la pensée du développement**



Note : superposition sur le graphique de l'évolution des termes de l'échange de la périodisation de la pensée du développement proposée par Hugon. La dernière période qui s'ouvre à partir de 2008 « Vers une économie politique du développement ? » est un ajout par les auteurs.

Source : les termes de l'échange des matières premières représentés ici recouvrent l'indice composite du prix de 24 matières premières rapporté à l'indice *Manufactured Unit Value* (MUV) (selon la méthodologie proposée par Grilli et Yang (1988), en logarithme, et mis à jour par Geronimi, Anani et Taranco (2017) et Taranco et Geronimi (2021).

## 1. **LE TEMPS DES FONDEMENTS ET DE LA DÉCOLONISATION (1960-1973) : LES MATIÈRES PREMIÈRES ENTRE SPÉCIALISATION RÉGRESSIVE ET OPPORTUNITÉ DE DÉVELOPPEMENT**

La création de la revue MED en 1973 intervient à la fin du « temps des fondements et de la décolonisation » (1960-1973) où les matières premières occupent une place particulière dans les stratégies de développement. Nous en rappelons les principales caractéristiques dans les paragraphes qui suivent.

### **1.1 Les matières premières comme richesse pour l'indépendance**

Dans un contexte marqué par la décolonisation, une partie importante des nouveaux pays indépendants adoptent des stratégies d'industrialisation dans lesquelles les ressources naturelles (renouvelables et non renouvelables) représentent une richesse et des opportunités pour le développement (Sid Ahmed, 1989 ; Chenery et *al.*, 1986). Ainsi, paradoxalement, les pays devenant indépendants, sont à la fois pauvres (PIB par habitant, santé, éducation...) et riches de leurs ressources naturelles. Les stratégies de développement posent alors la question de la valorisation de ces ressources naturelles.

### **1.2 Les matières premières pour l'industrialisation**

Les stratégies de développement sont d'abord des stratégies de croissance de l'industrie qui se veut équilibrée, fondées sur un *Big Push* (Rosenstein-Rodan, 1943) ou déséquilibrée et mettant donc en avant les secteurs où les effets d'entraînement sont les plus importants (Hirschman, 1964 et 1986). Dans ce cadre, les matières premières sont mobilisées en interne, comme consommation intermédiaire pour le secteur industriel, *via* la construction de filières afin d'augmenter la valeur ajoutée produite localement (le « noircissement de la matrice des échanges interindustriels »).

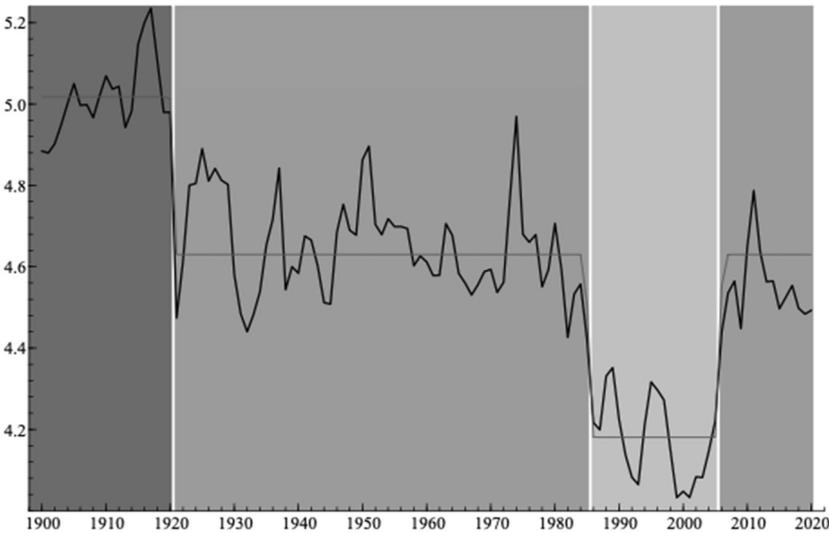
À l'échelle des pays nouvellement indépendants, ou de regroupements régionaux, les stratégies de développement privilégiées reposent sur l'industrialisation, en préférant l'approche de la protection des industries dans l'enfance de List aux avantages comparatifs de Ricardo. Cependant, le financement des stratégies d'industrialisation repose en grande partie sur les ressources procurées par les matières premières, révélant une forte dépendance au sentier (Mahoney, 2000). Dans ce mouvement, qui se construit dans le prolongement et la critique de la synthèse classico-keynésienne, le rôle de l'État est considéré comme prépondérant pour compenser les défaillances des marchés. La stratégie de valorisation des matières premières est orientée vers l'industrialisation, et non vers les marchés internationaux.

### **1.3 L'hypothèse PS et le piège de spécialisation primaire**

La spécialisation primaire apparaît régressive, notamment selon les structuralistes qui mettent l'accent sur les cercles vicieux et les trappes à pauvreté liés à une insertion internationale asymétrique et une spécialisation internationale appauvrissante. L'hypothèse de dégradation séculaire des termes de l'échange, associée à Prebisch et Singer, appuie cette perception de spécialisations primaires régressives (Hugon, 1989 et 2007).

Comme l'illustre le graphique 2, l'existence d'une telle tendance séculaire à la dégradation des termes de l'échange apparaît difficile à démontrer, de nombreux chocs affectant la trajectoire des termes de l'échange. L'évolution des termes de l'échange des matières premières se ferait par paliers, d'un régime à l'autre, avec un régime historiquement bas entre 1986 et 2005, et le retour à un régime de prix plus élevé après 2006. De multiples débats autour de la vérification de l'hypothèse PS se prolongeront jusqu'à la période actuelle, débats ravivés dans la vague des grands chocs (à la hausse, à partir de 1973, à la baisse à partir de 1986), traduisant un niveau d'incertitude élevé sur les marchés des matières premières, et posant la question de la stabilisation.

**Graphique 2 : Régimes dynamiques dans l'évolution à long terme des termes de l'échange des matières premières (1900-2020)**



Note : représentation du logarithme de l'indice Grilli et Yang (GY<sub>t</sub>) des termes de l'échange des matières premières. Les zones grisées correspondent à trois régimes différents, identifiés par le modèle à changement de régime markovien.

Source : d'après Taranco et Geronimi (2021).

#### **1.4 Enjeux alimentaires et de stabilisation**

Au niveau international, la question des matières premières et des enjeux alimentaires est un des objets de la création de certaines institutions des Nations unies telles que la FAO (*Food and Agriculture Organization*), de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement). Dans le numéro fondateur de MED, Cepède\* (1973) retrace l'histoire de la création des organisations internationales de l'après-guerre et,

en 1947, l'adoption de « la Charte du commerce et de l'emploi » par la Conférence de la Havane. Elle reconnaissait aux produits agricoles, le caractère de produits de base, autrement dit, elle prévoyait pour ces produits la possibilité de prendre des mesures de stabilisation des prix intérieurs ou des recettes d'exportation sans que cela ne soit considéré comme une subvention (article 27). Mais « Seuls les principes » libéraux » de la Charte devaient être repris dans l'« Accord général sur le Commerce et les Droits de Douane » (*General Agreement on Tariffs and Trade*, GATT) » (Cepède\*, 1973, 43). La Charte de la Havane est, cependant, à l'origine des accords produits qui reposent sur des stocks régulateurs et sont mis en place à partir des années 1950 (sur le café en 1962 ; sur le cacao en 1973). L'idée de stocks régulateurs sera reprise au niveau international dans les années 1970 (initiative Organisation des Nations unies, ONU), pour être ensuite délaissée.

Dans les secteurs extractifs notamment, le rôle des firmes étrangères est particulièrement important en raison des effets de seuil (capitaux, technologies, compétences). Sorties du « Pacte colonial », les entreprises perdent leur position de monopole et la situation évolue vers des oligopoles. Les pays d'accueil exigent un autre partage des bénéfices, en particulier grâce à la fiscalité et les entreprises constituent des consortiums afin de partager les charges lourdes et risquées d'investissement et les bénéfices. La production étant généralement peu transformée sur place, les pays miniers tentent de participer aux décisions grâce à des participations au capital des sociétés. Les exigences croissantes des pays d'accueil et les comportements des entreprises ont conduit à des affrontements avec des risques de nationalisations (Parent\*, 1974).

L'importance des stratégies des acteurs publics et privés dans la valorisation des matières premières sera soulignée dans plusieurs articles de *Mondes en développement* au cours de la période suivante.

## **2. LE TEMPS DE L'AFFRONTEMENT, DE LA RADICALISATION ET DU DÉPENDANTISME (1973-1982) : LA MONTÉE DES INCERTITUDES DANS UN MONDE AUX RESSOURCES LIMITÉES**

La période qui s'ouvre avec le choc pétrolier de 1973 est une période marquée par l'incertitude, aussi bien dans l'évolution des marchés des matières premières que dans les analyses et représentations du développement. La pensée du développement se radicalise dans l'analyse néo-marxiste et dépendantiste autour des débats sur l'impérialisme, l'exploitation capitaliste et l'échange inégal. Le capitalisme étendu au niveau mondial est considéré comme la source principale du sous-développement en raison des alliances de classes qui permettent le pillage des pays de la périphérie (Hugon, 1989). La

création de la revue *Mondes en développement* qui fait suite au départ de François Perroux de la *Revue Tiers Monde* en 1968, est elle-même un des résultats de cette « radicalisation de la pensée se traduisant par un rôle important de la pensée marxiste et dépendantiste face au structuralisme et à l'humanisme chrétien "Perrouxien" » (Hugon, 2007, 723). Cette radicalité s'est affirmée dans le contexte des guerres liées à la décolonisation et des mouvements de libération contre les impérialismes, et s'est opposée à la « pensée structuraliste dominante dans la *Revue Tiers Monde* [qui] s'était forgée contre (ou à côté de) la pensée économique keynésio-classique. ». « Un clivage apparaît entre les analyses africanistes davantage structuralistes et les analyses latino-américaines davantage dépendantistes, alors que l'Asie (exception faite de la Chine) est moins concernée par ces débats » (*Ibid.*).

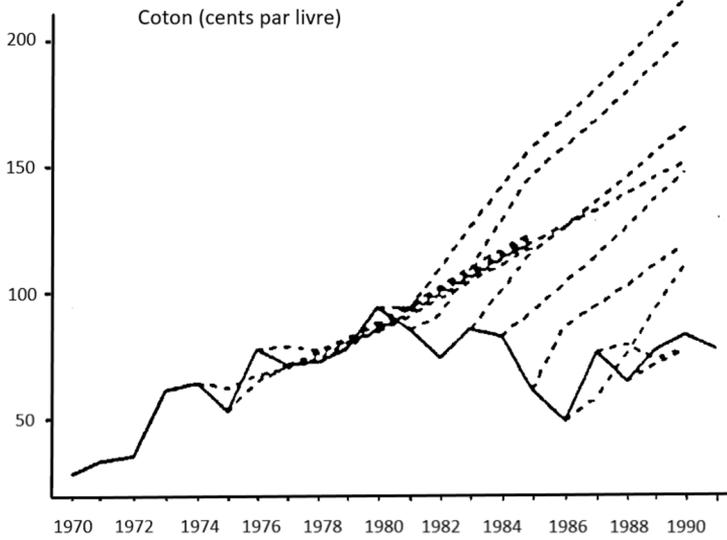
Malgré cette évolution divergente des approches du développement qui conduit à la création en 1973 de *Mondes en développement*, le premier numéro de cette dernière s'intitule « l'échange inégal » et a rassemblé, parmi d'autres, des contributions d'un pionnier du développement tel que Gunnar Myrdal, d'un spécialiste de la « pensée marxienne » tel que Maximilien Rubel et d'un humaniste comme Michel Cépède.

## **2.1 Des spécialisations primaires toujours régressives ?**

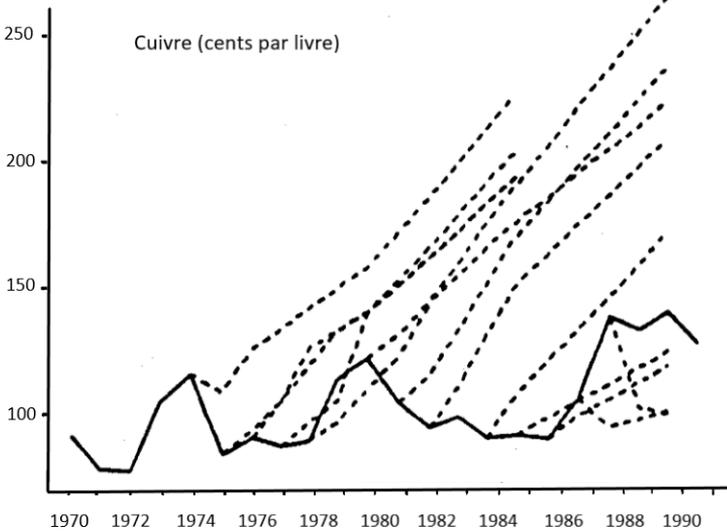
Les articles de la revue *Mondes en développement* participent aux débats qui suivent le choc pétrolier de 1973, notamment autour du caractère régressif ou non des spécialisations primaires. Ainsi, dans le n° 5, l'avant-propos du numéro souligne le bouleversement, par la hausse des cours du pétrole, de la « donnée séculaire » que représentait la baisse des termes de l'échange (le changement de la relation entre pays producteurs et firmes) (page 11). Pour autant, dans le même numéro, Courbis\* (1974, 26) considère que la hausse des cours du pétrole est peu susceptible de remettre en cause les spécialisations actuelles : « fabrication de produits manufacturés pour les pays développés ; production de biens primaires pour les pays sous-développés ». Pour cet auteur, la détérioration des termes de l'échange liée à un développement « limité » de la demande de produits primaires reste pertinente et vient s'ajouter à « l'effet défavorable d'un système de production basé sur les produits primaires ».

Apparaît donc ici un clivage entre la perception de la hausse des cours des matières premières dans la vague du premier choc pétrolier comme étant un choc permanent, persistant, et la perception de cette même hausse comme étant un phénomène de court-moyen terme ne remettant pas en cause la tendance de long terme à la dégradation des termes de l'échange des matières premières, ou, du moins, ne remettant pas en cause le caractère régressif des spécialisations primaires.

**Graphique 3 : évolution (trait plein) et prévisions à 10 ans de la Banque mondiale (tirets) des cours du coton (cents par livre, 1970-1991)**



**Graphique 4 : évolution (trait plein) et prévisions à 10 ans de la Banque mondiale (tirets) des cours du cuivre (cents par livre, 1970-1991)**



Source : d'après (Deaton, 1999).

La Banque mondiale (BM), comme la quasi-totalité des institutions nationales et internationales de l'époque, considère qu'il s'agit bien d'un choc persistant,

comme les graphiques 3 et 4 l'illustrent (Deaton, 1999 ; Deaton et Miller, 1995). Il est frappant de constater l'ampleur des erreurs d'anticipation des cours des matières premières, avec un biais de surévaluation systématique dans les années 1970 et 1980. Calabre\* (1995) évoque le « diagnostic myope » des années 1970 derrière cette croyance en des prix durablement élevés. Cette erreur systématique traduit à la fois le degré d'incertitude pesant sur l'évolution des cours des matières premières, et, en même temps, l'importance des changements de représentation dans le contexte des chocs pétroliers.

## ***2.2 Les ruptures liées aux chocs pétroliers : vers un monde fini et différencié***

Dans les années 1970, marquées par le choc pétrolier de 1973, apparaissent donc les premiers articles qui montrent la prise de conscience du caractère non renouvelable des ressources, des effets de l'activité humaine sur l'environnement (voir Perroux\*, 1977 ; Piatier\*, 1977).

Le numéro 19 de MED expose plus complètement la rupture des années 1970 dans la conception du rôle des matières premières, qui deviennent un problème de « ressources mondiales globales ». Piatier affirme, dans son article publié dans ce même numéro, qu'« il est certain maintenant que rien ne sera plus comme avant » (Piatier\*, 1977, 501). Une prise de conscience planétaire et les chocs qui transforment la vision du monde « appellent des actions nouvelles en face de dangers pressants ». Piatier\* (1977) met donc en avant « l'alerte écologique » ainsi que « l'alerte aux ressources » de René Dumont et du Club de Rome, dont le rapport est salué comme « le premier travail d'importance sur les ressources globales de l'humanité » (Piatier, 1977, 509), même si l'auteur en voit les limites. Les représentations basculent alors vers un monde fini, aux ressources limitées et exposé à des crises, notamment écologiques.

Dans ce mouvement (des matières premières aux ressources), la dimension écologique liée à la valorisation des matières premières tend à dépasser le cadre du développement économique.

En ce qui concerne les pays en développement, les études-pays montrent les effets nocifs de la dépendance aux matières premières. Anson-Meyer\* (1980) montre les effets déstructurants de l'intégration au marché international, promue par des experts internationaux pour amorcer un processus de développement. Entre 1969 et 1974, les trois produits d'exportation du Togo (café, cacao et phosphate) sont passés de 80 % à 92,7 % du total de ses exportations. Cette dépendance se traduit par une forte instabilité, même si parfois les évolutions des cours ont pu se compenser, et le gouvernement voit s'envoler ses illusions de mener « une politique de prix autonome » pour le phosphate, dont il venait de nationaliser la production (en 1974). En se référant aux niveaux élevés des cours de 1974, le gouvernement a entrepris

des investissements nécessitant beaucoup d'importations sans réels calculs de rentabilité financière et voit sa dette extérieure s'accroître. L'auteure décrit également la dépendance croissante de la population aux biens importés (dot, cérémonies traditionnelles), la prolétarianisation progressive de la population rurale et les migrations vers les villes. Le cas du Togo, « prototype » comme l'écrit l'auteure, évoque ainsi les situations que connaîtront quelques années plus tard les pays sous ajustement structurel.

### ***2.3 L'émergence de nouvelles catégories : pays pétroliers et nouveaux pays industrialisés (NPI)***

De nouvelles catégorisations des pays apparaissent sur la période, correspondant à des spécialisations internationales spécifiques. La catégorie des pays exportateurs de pétrole apparaît dans les annuaires statistiques de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) à partir de 1974, les « nouveaux pays industrialisés », à partir de 1979, selon l'expression utilisée par Balassa (1979). La représentation dichotomique d'un monde opposant des pays pauvres à spécialisation primaire à des pays riches à spécialisation industrielle est fortement fragilisée. Certains pays pauvres deviennent riches de leurs exportations de pétrole, d'autres deviennent riches par l'industrialisation. Pour autant, les pays les moins avancés (PMA) vont rester piégés dans des spécialisations primaires, dont le caractère régressif va se manifester puissamment pendant la période de l'ajustement structurel (voir l'analyse du Togo précédemment présentée, Anson-Meyer, 1983).

### ***2.4 Les politiques de stabilisation et leurs limites***

Face à la montée des instabilités des cours des matières premières, la nécessité de politiques de stabilisation est soulignée dans plusieurs numéros de la revue *Mondes en développement*. Pour autant, Perroux\* relativise la place que peuvent occuper de telles politiques qui auraient « recours au marché et à la stratégie du prix », qui ne suffiraient pas au développement et négligeraient « le fait que la moitié de la production des matières premières est obtenue par les pays industrialisés » (Perroux\*, 1977, 433).

Les politiques européennes commerciales et de coopération des années 1970 répondent en partie aux limites des politiques de stabilisation par la mise en place des accords et mécanismes centrés sur la compensation de certains effets de l'instabilité des cours des matières premières, spécifiquement pour les pays « Afrique-Caraïbes-Pacifique » (ACP). Les accords de Lomé (1975-2000) ont ainsi accordé des préférences non réciproques aux pays ACP et l'Union européenne (UE) pour tenter de compenser l'instabilité des recettes d'exportation avec le mécanisme du Fonds de stabilisation des recettes

d'exportation sur les produits agricoles (Stabex) (Kern et Mainguy, 2015 et dans ce numéro ; Gemdev, 1998).

Les premiers éléments de bilan proposés par Arnoult\* (1983) soulignent la désillusion entourant ces accords produits. Pour cet auteur, cette « condamnation générale », liée à une efficacité insuffisante, est due au fait que ces accords cherchaient à atteindre deux objectifs incompatibles : la défense des termes de l'échange et la lutte contre l'instabilité des cours avec des moyens dérisoires. L'argument du coût important de la stabilisation, avancé par les libéraux à l'encontre des efforts de stabilisation de ces marchés (mauvaise allocation des ressources), n'est jamais comparé à celui de l'instabilité (impossibilité de mettre en place une politique de développement en l'absence de prévisibilité) qui, lui, n'est jamais calculé. L'auteur préconise un mécanisme de stabilisation s'appuyant sur des quotas à l'exportation, en reportant la charge du stockage sur les producteurs en espérant en voir les effets sur la stabilisation des cours. Au sein des politiques européennes, il relève le déséquilibre entre les ressources consacrées au protocole sucre, essentiellement destinées à l'Île Maurice, et celles consacrées à l'ensemble du Stabex, regroupant 61 pays ACP et 44 produits. Malgré ces limites (notamment accroissement de la spécialisation plutôt que de la diversification), il plaide pour un renforcement de ce dernier en l'adaptant pour prendre en compte les critiques.

### **3. *LE TEMPS DE L'AJUSTEMENT, DE LA GESTION ET DU LIBÉRALISME (1982-1995) : LES MATIÈRES PREMIÈRES SOURCES DE DEVICES, SOPHISME DE COMPOSITION ET EFFONDREMENT DES COURS***

Les échecs des politiques d'industrialisation menées en Afrique subsaharienne (ASS) au cours des années 1960 à 1980 ont été à l'origine d'un endettement amplifié par la disponibilité des pétrodollars due à la hausse des cours du pétrole (cf. section précédente). Pour Hugon (2007), les années 1980 voient apparaître « des différenciations croissantes au sein du Tiers Monde ». Les débats portent, en particulier, sur les réussites des nouveaux pays industrialisés et sur la nature des politiques d'ouverture menées et leur rôle dans l'industrialisation. En Afrique, mais aussi en Amérique latine, le traitement de la dette met l'accent sur les équilibres macro-économiques, au détriment des projets de développement. Devant les limites du rôle de l'État dans un monde de plus en plus global, la macro-économie keynésienne est délaissée au profit de la pensée libérale qui s'impose dans les Suds sous la pression des institutions de Bretton Woods.

Les mesures d'ajustement structurel, auxquelles les prêts étaient conditionnés, s'inscrivaient pleinement dans ce paradigme en visant le retour aux équilibres financiers internes et externes. Les mesures prises avaient pour objectif de réduire la demande interne (hausse des taux d'intérêt, réduction des effectifs de la Fonction publique, baisse des dépenses sociales et des subventions, privatisations...) et externe (dévaluation<sup>4</sup>, ouverture aux capitaux étrangers (secteurs minier, manufacturier)). Sans réussir un retour aux équilibres qui aurait permis un désendettement, elles aboutissent à une spécialisation régressive sur les matières premières aux cours instables et faibles au cours des années 1980 et 1990 (voir les différents rapports de la CNUCED sur cette période) sur des avantages comparatifs statiques, à des effets de composition et à un accroissement des instabilités.

Le cadre macro-économique de l'ajustement structurel va rapidement montrer ses limites. Celles-ci renvoient aux contradictions soulignées notamment par les néo-structuralistes (Taylor, 1993 ; Van Wijnbergen, 1986), la principale étant peut-être l'incohérence temporelle entre réduction massive des investissements publics à court terme et objectif de renforcer les investissements privés à moyen terme.

Les matières premières, quant à elles, vont jouer un rôle important dans l'explication de l'échec des politiques d'ajustement structurel (PAS). Ainsi, les matières premières sont principalement considérées comme un moyen d'accéder aux devises, dans le cadre d'une stratégie d'augmentation des exportations sur les marchés mondiaux, avec l'objectif d'assurer le financement de la dette. Cette stratégie d'exportations de matières premières va créer les conditions de son échec. Les pays sous ajustement poursuivant tous la même stratégie, il en résulte un effondrement des cours à partir de 1986, un sophisme de composition, par lequel l'augmentation des volumes exportés par chaque pays est plus que compensée par la baisse des cours provoquée par cette augmentation des volumes exportés sur les marchés mondiaux (Godfrey, 1985). Cette baisse apparaît comme étant exceptionnelle (et non anticipée), à l'échelle du siècle, à la fois par son ampleur (une baisse de plus de 50 % du niveau des termes de l'échange des matières premières, en moyenne sur la période 1986-2005 par rapport à la période 1920-1985) et sa durée, 20 ans (Geronimi et Taranco, 2018, cf. graphique 2).

Les mécanismes de stabilisation (caisses de stabilisation, *marketing boards*) mis en place dans les filières au niveau national vont disparaître massivement sur cette même période, à la fois pour répondre à une vision libérale privilégiant le rôle des marchés (voir la doctrine de la BM définie en 1988 au sujet de la gestion des chocs de prix des matières premières (World Bank, 1988)), et en conséquence de l'effondrement des cours. Sur l'ensemble de la période 1986-

<sup>4</sup> En zone franc, la dévaluation est décidée en 1994, pour des raisons détaillées par Gérardin\* (1995), notamment l'appréciation des francs CFA par rapport au dollar et la chute des cours des principaux produits exportés par les pays de la zone.

2005, les prix cibles de stabilisation se révèlent largement au-dessus des cours mondiaux, ce qui traduit un niveau élevé d'incertitude. Ainsi, dans le numéro 42 de MED, Arnoult\* revient sur l'instabilité des cours des matières premières, qu'il analyse en termes d'imprévisibilité. L'auteur relève que la principale difficulté pour les mécanismes de stabilisation est « la détermination des prix de référence ». Malgré un plaidoyer pour la stabilisation (via un plan intégré combinant accords produits et facilités financières pour la compensation des fluctuations de court terme), le défi posé aux mécanismes de stabilisation par l'incertitude affectant l'évolution des cours des matières premières reste posé<sup>5</sup> : comment stabiliser ?

Dès la fin des années 1990, le recours aux mécanismes de marché sera présenté comme une alternative à la régulation par les accords produits et les mécanismes de compensation. Calabre\* (2003a et 2003b), rappelle dans l'introduction du numéro intitulé « Marchés internationaux de matières premières et développement » qu'« un renversement de perspective, progressif mais significatif s'est opéré au fil des deux dernières décennies concernant la régulation de ces marchés et l'instabilité de leurs prix ». D'un point de vue méthodologique, dans la suite de l'article de Cuddington et Urzua (1989), s'opère une remise en cause des approches statistiques et économétriques traditionnelles, afin de prendre en compte le caractère persistant des chocs, de même que la présence de ruptures structurelles, éventuellement selon des dynamiques chaotiques (Diasso, 2014). Du point de vue des politiques, comme le rappelle Calabre, on est passé d'une époque où l'on essayait de bloquer l'instabilité des prix et des marchés en agissant sur leurs mécanismes, notamment par des accords internationaux de produits, à une époque où l'on cherche plutôt à gérer les effets de cette instabilité et à agir sur l'organisation de la production et l'économie des produits. Cette seconde approche se traduit par la forte attention accordée, d'une part, aux outils de la gestion du risque de prix, par exemple à l'aide des marchés dérivés (marchés à terme et d'options), et, d'autre part, aux réformes de filières et à la modernisation des systèmes de production » (Calabre\*, 2003b, 1). De fait, la période qui s'amorce après 1995 verra la montée en puissance du recours aux marchés pour tenter de gérer les instabilités, avec un bilan pour le moins mitigé.

L'échec de ces politiques se traduit par leur démultiplication, les PAS se succédant dans le temps pour les mêmes pays, accroissant leur dette

---

<sup>5</sup> Le constat de la faible insertion internationale des économies ACP questionne la politique commerciale de l'UE envers les pays du Sud dans le cadre des conventions de Lomé qui reposaient notamment sur des mécanismes de stabilisation des recettes d'exportations (Stabex) et des marges commerciales préférentielles non-réciproques (Touna Mama\*, 1990 ; Philippe\*, 1992). Ce constat ouvre la voie à la réforme de la politique européenne de coopération au développement qui s'est traduite dans l'accord de Cotonou (2000). Voir la contribution Mainguy et Kern dans ce numéro.

multilatérale, considérée comme intangible à cette époque. De fait, l'endettement des pays les plus pauvres demeure insoutenable et la croissance reste largement inférieure aux objectifs poursuivis. Les éléments de bilan de l'aide publique au développement (APD) à l'issue de cette période d'ajustement conduiront à une réorientation de la doctrine de l'APD en direction de la lutte contre la pauvreté, à la mise en place de l'Initiative pays pauvres très endettés (PPTE) face au constat de la non-soutenabilité de la dette accumulée à l'issue des PAS), et, finalement, à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) en 2005.

À l'exception de quelques pays pétroliers, la stratégie d'exportations de matières premières s'avère peu favorable au développement sur la période 1973-1995. Les résultats ont même été défavorables à la diversification de la structure des économies du Sud, l'ajustement structurel ayant souvent eu pour effet de renforcer les spécialisations régressives.

La littérature sur le syndrome hollandais du début des années 1980 (Corden et Neary, 1982) connaît alors un regain considérable autour de la thèse de la malédiction des ressources naturelles au début des années 1990 (Auty, 1993). Le paradoxe apparent entre richesse en ressources et pauvreté économique ne renvoie pas pour autant uniquement à la thèse des spécialisations primaires régressives, telle qu'elle a été discutée dans les premiers articles de la revue MED (Courbis\*, 1974). Un élément de renouveau important apparaît au tournant des années 1990, autour du rôle des institutions, de la gouvernance et des conflits dans l'explication de cette malédiction. Les pays exportateurs de ressources naturelles (notamment non renouvelables) constituent ici un terrain d'analyse privilégié dans la littérature. L'article de Humbert\* (Humbert, 1981), qui analyse les relations entre agriculture et pétrole dans le cas du Mexique et de l'Algérie souligne ainsi les difficultés de fonder une stratégie de développement sur la base du pétrole. Pour autant, l'auteur propose de dépasser la vision trop schématique de l'échange inégal, en insistant sur la différenciation des trajectoires de développement des pays selon les spécialisations et stratégies suivies.

#### **4. *LE TEMPS DU POST-AJUSTEMENT, DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'INSTITUTIONNALISME (1995-2008) : LES LIMITES DU RECOURS AUX MARCHÉS FACE AUX CHOCS ET AUX INCERTITUDES***

À partir du milieu des années 1990 plusieurs dynamiques convergent autour de la remise en cause des politiques menées antérieurement. D'un point de vue institutionnel et global, le Fonds monétaire international (FMI), et à un moindre titre la BM, voient leur légitimité questionnée, à la fois par le relatif

échec des politiques menées, et aussi par la montée en puissance des capacités de financement de la Chine et des pays pétroliers, qui dépassent celles du FMI et de la BM combinées. Le GATT se transforme et devient Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995, avec un objectif principal : l'extension des marchés mondiaux, la suppression (ou du moins la réduction drastique) des « obstacles » au commerce.

La libéralisation des marchés internationaux accentue le mouvement de fragmentation des systèmes productifs internationaux avec de graves conséquences pour les pays du Sud, en particulier en matière de sécurité alimentaire, comme le montre le numéro 117 de la revue consacrée à « La question alimentaire et agricole mondiale au début du XXI<sup>e</sup> siècle », coordonnée par Marcel Mazoyer\* et Laurence Roudart\*. MacMichael\* (2002) y montre les rôles des organisations internationales des États et des firmes dans le processus de globalisation.

À cette mise en avant du rôle des marchés dans les stratégies et politiques mises en œuvre se superpose, au niveau des analyses académiques (Burnside et Dollar, 2000), une forte attention portée au rôle des institutions et de la gouvernance dans l'efficacité de l'APD et la possibilité du développement. Le concept d'institutions se trouve alors mobilisé pour éclairer l'échec du développement (Acemoglu et Robinson, 2012 ; Rodrik, Subramanian et Trebbi, 2004), de bonnes institutions étant analysées comme des pré-conditions de l'efficacité de l'APD et, plus largement, du développement lui-même.

Sur la période 1995-2008, l'extension des « nouveaux » produits financiers aux marchés des matières premières ne produiront pas les effets attendus en termes d'atténuation des chocs et de leurs impacts. La raison fondamentale nous semble résider dans l'incertitude qui affecte les cours des matières premières (comme exposé dans plusieurs articles de MED, vus précédemment). À cet égard, la financiarisation des marchés a plutôt été un vecteur de déstabilisation des marchés des matières premières, ce qu'a illustré la crise des *subprimes* de 2006. Les décisions de limitation des exportations par certains pays producteurs (pour le riz, par exemple) ont alimenté une surréaction à la hausse des cours, conduisant à une forte augmentation du nombre de personnes en situation de pauvreté et de malnutrition à partir de 2008 (Prakash, 2011). La dimension géopolitique des matières premières a alors regagné une place primordiale dans les analyses. La crise de 2008 a aussi constitué un tournant dans l'analyse des rôles respectifs des marchés et des pouvoirs publics, globalement, mais aussi spécifiquement pour les matières premières (construction d'un indice de criticité des matières premières au niveau européen, reprise de l'exploration des fonds marins, enjeu des terres rares...).

Sur la période considérée, la Revue MED s'empare des questionnements précédemment présentés à travers plusieurs numéros thématiques et articles.

Le numéro 148 (2009) intitulé « Le développement durable : quelle appropriation par les pays en développement ? » insiste sur les facteurs institutionnels permettant, ou non, l'appropriation du développement durable, condition de son succès. Aknin\* (Aknin, 2009) dans ce numéro (« Le développement durable peut-il conjurer la « malédiction des ressources » ? ») met l'accent sur les rapports de force entre acteurs locaux et firmes transnationales dans la définition des trajectoires de valorisation des ressources. Dans la lignée des travaux développés par Auty (1993), le terme de ressources se substitue à celui de matières premières dans les analyses, en raison de la mise en avant du développement durable. Pour autant, dans ce mouvement, les débats sur la possibilité d'un développement durable à partir des ressources naturelles, bien que renouvelés, notamment par la prise en compte des stratégies des acteurs et des institutions, restent ouverts. Une convergence apparaît ainsi autour de l'importance des institutions, des règles et des croyances, à la fois à travers les analyses du développement durable et à travers la question des matières premières et des ressources. Différentes initiatives internationales (redéfinition des codes miniers et pétroliers, *Publish what you Pay*, Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)...) s'inscrivent dans cette approche (Geronimi et Mainguy, 2020). La place des institutions et des marchés dans la définition des relations entre ressources naturelles et développement était au centre du numéro 179 de MED (« Gouvernance, ressources naturelles et développement : un nouvel éclairage », 2017). On retrouve dans ce numéro l'insistance sur les chocs et instabilités affectant les ressources naturelles, faisant écho aux analyses des années 1970, avec deux différences notables. La première réside dans la prise en compte de la financiarisation des marchés des matières premières, analysées comme vecteurs de diffusion, et éventuellement d'amplification des chocs (voir l'article de Aït Youcef\* et Del Lo\* pour les produits agricoles (2017), et celui de Seghir\* (2017) pour le pétrole. La deuxième différence porte sur la prise en compte des chocs climatiques et leurs impacts sur la croissance (Couharde et Générosos\*, 2017) et sur le rôle d'amortisseur des transferts migratoires (Damette et Gittard\*, 2017).

## **CONCLUSION : vers une économie politique du développement ?**

À l'issue de cette relecture de 50 ans d'articles de la revue *Mondes en développement* sur le thème des matières premières pour (ou contre) le développement, il est frappant de constater la permanence de débats, toujours renouvelés, à travers des glissements sémantiques (des matières premières aux ressources), des changements d'échelle (du national au global et au local) et des changements d'objectifs (du développement au développement durable).

Les analyses originelles en termes de spécialisation régressive, qui soulignaient les limites pour le développement des pays du tiers-monde de la valorisation des matières premières par leurs exportations, malgré les profondes transformations qui se sont produites sur les dernières 50 années, gardent en grande partie leur pertinence. La thèse de la malédiction des ressources, à cet égard, peut sembler constituer un approfondissement de ces premières analyses, avec une littérature abondante, à partir des années 1990, insistant sur le rôle des institutions et des croyances (Collier, 2017), des rapports de domination, et prenant en compte le développement durable (Auty, 2007). À cet égard, le constat que l'ensemble des PMA restent aujourd'hui sur des spécialisations primaires va de pair avec le constat que l'émergence s'est accompagnée de l'industrialisation, justifiant le retour des thématiques de la transformation structurelle (Diao, McMillan et Rodrik, 2019).

À travers cette relecture se dessine donc l'intérêt d'une approche en termes d'économie politique du développement (Egg et al.\*, 2018). Dans cette approche, on retrouve l'importance des institutions pour le développement face à l'incertitude. Celle-ci affecte aussi bien la dimension de richesse, de stock (du statut de ressource à celui de réserve), que la dimension de flux (recettes d'exportations). Alors que l'incertitude participe de la nécessité d'une régulation, celle-ci rend la stabilisation et la compensation difficiles (autour de quel prix ?), et amène à une réflexion toujours renouvelée sur les modalités d'une nécessaire régulation alors que les marchés sont défaillants.

Les effets de domination et d'asymétries d'information soulignés par F. Perroux revêtent alors une importance particulière dans l'analyse de la place des matières premières (et plus largement des ressources) dans les stratégies de développement, alors que la mondialisation et la financiarisation prennent de nouvelles formes à de nouvelles échelles.

## BIBLIOGRAPHIE

- ACEMOGLU D., ROBINSON J. (2012) *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*, New York, Crown, 529 p.
- AÏT-YOUCHEF C., DEL LO G. (2017) L'influence de l'activité financière sur la volatilité des prix des denrées alimentaires, *Mondes en développement*, n° 179, 45-66.
- AKNIN A. (2009) Le développement durable peut-il conjurer la « malédiction des ressources » ?, *Mondes en développement*, n° 148, 15-30.
- ANSON-MEYER M. (1983) Les illusions de l'autosuffisance alimentaire : exemple du Ghana, Togo, Bénin et Nigeria, *Mondes en développement*, n° 41-42, 51-80.
- ARNOULT É. (1983) Matières premières : éléments pour un nouveau programme intégré, *Mondes en développement*, n° 41-42, 93-108.
- AUTY R.M. (2007) Natural resources, capital accumulation and the resource curse, *Ecological Economics*, vol. 61, n° 4, 627-634.

- AUTY R. M. (1993) *Sustaining Development Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*, London, Routledge.
- BALASSA B. (1979) The Changing Pattern of Comparative Advantage in Manufactured Goods, *The Review of Economics and Statistics*, vol.61, n° 2, 259-266).
- BURNSIDE C., DOLLAR D. (2000) Aid, Policies, and Growth, *The American Economic Review*, American Economic Association, vol. 90, n° 4, 847-868.
- CALABRE S. (2003a) La dynamique des prix et des marchés de matières premières : analyses univariées versus faits stylisés analytiques, *Mondes en développement*, n° 122, 21-35.
- CALABRE S. (2003b) Marchés internationaux de matières premières et développement : Introduction, *Mondes en développement*, n° 122, 1-2.
- CALABRE S. (1995) Une coopération Europe-Afrique face à la dynamique des marchés mondiaux de matières premières, *Mondes en développement*, n° 92, 75-90.
- CÉPÈDE M. (1973) Développement, *Mondes en développement*, n° 1, 35-46.
- CHENERY H., ROBINSON S., SYRQUIN M. (1986) *Industrialization and Growth: A Comparative Study*, New-York, Oxford University Press, 287 p.
- COLLIER P. (2017) The Institutional and Psychological Foundations of Natural Resource Policies, *The Journal of Development Studies*, vol. 53, n° 2, 217-228.
- CORDEN W. M., NEARY J. P. (1982) Booming Sector and De-Industrialisation in a Small Open Economy, *The Economic Journal*, vol. 92, n° 368, 825-848.
- COUHARDE C., GÉNÉROSO R. (2017) Croissance économique et seuils hydro-climatiques dans les pays en développement, *Mondes en développement*, n° 179, 67-84.
- COURBIS R. (1974) Industrialisation et croissance en économie sous-développée, *Mondes en développement*, n° 5, 23-46.
- CUDDINGTON J. T., URZUA C. M. (1989) Trends and Cycles in the Net Barter Terms of Trade: A New Approach, *Economic Journal*, 426-442.
- DAMETTE O., GITTARD M. (2017) Changement climatique et migrations : les transferts de fonds des migrants comme amortisseurs ?, *Mondes en développement*, n° 179, 85-102.
- DEATON A. (1999) Commodity Prices and Growth in Africa, *Journal of Economic Perspectives*, vol. 13, n° 3, 23-40.
- DEATON A., MILLER R. (1995) International Commodity Prices, Macroeconomic Performance, and Politics in Sub-Saharan Africa, *Princeton Studies in International Finance*, n° 79, 1-96.
- DIAO X., MCMILLAN M., RODRIK D. (2017) The Recent Growth Boom in Developing Economies: A Structural Change Perspective, w23132, Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research.
- DIASSO Y. (2014) Dynamique du prix international du coton : aléas, aversion au risque et chaos, *Recherches économiques de Louvain*, vol. 80, n° 4, 53-86.
- EGG J., GABAS J.-J., GERONIMI V., VERNIÈRES M. (2018) Essai sur l'économie politique du développement : en hommage à Philippe Hugon, *Mondes en développement*, n° 184, 137-164.
- GEMDEV (Groupement pour l'étude de la mondialisation et du développement) (dir.) (1998) *La Convention de Lomé en questions : les relations entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne après l'an 2000*, Paris, Karthala (Hommes et sociétés), 600 p.

- GÉRARDIN H. (1995) Les relations monétaires et financières eurafricaines : une nouvelle donne après la dévaluation du franc CFA, *Mondes en développement*, n° 92, 101-122.
- GERONIMI V., ANANI E. T. G., TARANCO A. (2017) Notes pour la mise à jour des indices de prix et de termes de l'échange des matières premières (Pfaffenzeller et al., 2007 et de Grilli et Yang, 1988), *Cahier du Cemotev* 2017-02.
- GERONIMI V., MAINGUY C. (2020) Exploitation minière et développement : des effets toujours controversés. Introduction, *Mondes en développement*, n° 189, 7-29.
- GERONIMI V., TARANCO A. (2018) Revisiting the Prebisch-Singer hypothesis of a secular decline in the terms of trade of primary commodities (1900–2016). A dynamic regime approach, *Resources Policy*, n° 59, 329-339.
- GODFREY M. (1985) Trade and exchange rate policy in Sub-saharan Africa, *IDS Bulletin*, vol. 16, n° 3, 31-38.
- GRILLI E. R., YANG M. C. (1988) Primary Commodity Prices, Manufactured Goods Prices, and the Terms of Trade of Developing Countries: What the Long Run Shows, *The World Bank Economic Review*, vol. 2, n° 1, 1-47.
- HARTWICK J. M. (1977) Intergenerational Equity and the Investment of Rents from Exhaustible Resources, *American Economic Review*, n° 67, 972-974.
- HIRSCHMAN A. O. (1986) *Vers une économie politique élargie*, Paris, Éditions de Minuit, (Le sens commun).
- HIRSCHMAN A. O. (1964) *Stratégie du développement économique*, Paris, Éditions ouvrières.
- HUGON P. (2008) *L'économie du développement et la pensée francophone*, Paris, Archives contemporaines.
- HUGON P. (2007) Retour sur une cinquantaine d'années d'économie du développement dans la revue tiers monde, *Revue Tiers Monde*, n° 191, 717-741.
- HUGON P. (1989) *Économie du développement*, Paris, Dalloz (Mémentos Dalloz 1).
- HUMBERT M. (1981) Agriculture, pétrole et développement au Mexique et en Algérie, *Mondes en développement*, n° 35, 79-110.
- KERN F., MAINGUY C. (2015) La politique de développement de l'Union entre logique commerciale et logique solidaire, in M. Dévoluy et G. Koenig (dir) *Les politiques économiques européennes*, Paris, Points, (Points Économie), 444.
- LEWIS A. W. (1954) Economic Development with Unlimited Supplies of Labour, *The Manchester School*, vol. 22, n° 2, 139-191.
- MACMICHAEL Ph. (2002) La restructuration globale des systèmes agro-alimentaires, *Mondes en développement*, n° 117, 45-54.
- MAHONEY J. (2000) Path dependence in historical sociology, *Theory and Society*, n° 4, 507-548.
- PARENT J. (1974) Stratégies des oligopoles dans les pays en voie de développement, *Mondes en développement*, n° 5, 101-124.
- PERROUX F. (1977) L'ordre international nouveau, *Mondes en développement*, n° 19, 411-447.
- PHILIPPE B. (1992) Quelques pistes pour un réexamen de la politique commerciale de la Communauté Européenne dans le cadre de la Convention de Lomé, *Mondes en développement*, n° 77-78, 169-176.
- PIATIER A. (1977) Du problème des matières premières à celui des ressources mondiales globales, *Mondes en développement*, n° 19, 499-533.

- PRAKASH A. (2011) Why Volatility Matters, in A. Prakash (dir.) *Safeguarding food security in volatile global markets*, Rome, FAO, 3-26.
- PREBISCH R. (1950) *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*, New York, Economic Commission for Latin America United Nations Department of Economic Affairs.
- RODRIK D., SUBRAMANIAN A., TREBBI F. (2004) Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development, *Journal of Economic Growth*, Springer, n° 9, 131-165.
- ROSENSTEIN-RODAN P. (1943) Problems of industrialization of Eastern and South-Eastern Europe, *Economic Journal*, n° 53, 202-211.
- SEGHIR M. (2017) De l'instabilité macro-économique à la malédiction des ressources naturelles, *Mondes en développement*, n° 179, 31-44.
- SID AHMED A. (1989) *Économie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles*, tome 1, Paris, Publisud, 481 p.
- SINGER H. W. (1950) The Distribution of Gains between Investing and Borrowing Countries, *The American Economic Review*, n° 40, 473-485.
- TARANCO A., GERONIMI V. (2021) Revisiting Structural Breaks in the Terms of Trade of Primary Commodities (1900–2020)-Markov Switching Models and Finite Mixture Distributions, *Engineering Proceedings*, vol.5, n°1, 34 p.
- TAYLOR L. (1993) *The Rocky Road to Reform*, Cambridge, USA, MIT Press with UNU Press.
- TOUNA MAMA E. (1990) Bilan de la coopération commerciale CEE-ACP à la veille de l'échéance européenne de 1992, *Mondes en développement*, n° 70, 29-38.
- VAN WIJNBERGEN S. (1986) Exchange rate management and stabilization policies in developing countries, *Journal of Development Economics*, vol. 23, n° 2, 227-247.
- WORLD BANK (1988) *World Development Report 1988*, New York, Oxford University Press.

## Annexe

Période	Contexte historico-économique	Paradigme dominant	Paradigme alternatif	Thèmes abordés en économie du développement	Caractéristiques des marchés des matières premières	Questions touchant aux matières premières
Construction et fondements (1960-73) Indépendances	Décolonisation, le Tiers-Monde face aux deux blocs	Synthèse classico-keynésienne	Structuralisme, humanisme	Dualisme ; désarticulation cercles vicieux ; effets de seuil	Relative stabilité à de faibles niveaux – régimes de prix de production ; régimes concurrentiels + ou - contrôlés	Termes de l'échange ; asymétrie de la spécialisation internationale
Radicalisation et affrontements (1973, 1982)	Luttes de libération ; nouvel ordre économique international	Paradigme néo-classique et néo-ricardien	Dépendance, impérialisme, marxisme	Spécialisation appauvrissante ; relations Nord-Sud	Chocs dus à l'instabilité des cours (pétrole) ; régime concurrentiel surréactif ; stratégies de résistance ; stratégies coopératives de limitation de l'offre ; en ASS, régulateurs forcés	Fin des accords produits et des régimes de prix producteur ; stabilisation des recettes d'exportation ; enclaves minières ; effets d'entraînement
Libéralisation et ajustement (1982-1995) Dette-	Libéralisation ; normalisation ; divergences des pays semi-industrialisés et des PMA	Paradigme néo-classique, « consensus de Washington »	Ajustement hétérodoxe ; économie politique ; néo-structuralisme	Marchés efficaces ; droits de propriété ; modèles d'équilibre général calculable	Faiblesse des cours des matières premières ; émergence de nouveaux concurrents	Mécanismes de stabilisation ; remise en question progressive des soutiens aux filières agricoles ; avantages comparatifs ; effets de composition ; ouverture aux investissements étrangers dans le secteur minier
Refondation et post-ajustement (1995-2008) subprime	Objectifs du Millénaire pour le développement ; création OMC ; unilatéralisme américain ; montée en puissance des pays émergents	Néo-institutionnalisme ou institutionnalisme rationnel, micro-économie et information imparfaite	Déconstruction/réfondation sur la base des pratiques des acteurs et des configurations institutionnelles ; chaînes globales de valeur	Pauvreté ; gouvernance ; trappes à pauvreté ; asymétries d'informations ; modes de coordination	Décomposition des processus productifs ; sortie du régime de bas prix en 2006-2008, demande des pays émergents ; très fortes instabilités après 2008 (désintermédiation ; interconnexion des marchés)	Évolution des régulations du secteur extractif ; transparence ; commerce équitable
Vers une économie politique du développement (2008 - )	Objectifs de développement durable ; matières premières stratégiques et critiques ; insécurité	Gouvernance par les nombres ( <i>big data</i> , études randomisées...)	Écologie politique ; incertitude ; soutenabilité, vulnérabilité et résilience	Nouvelles mesures (épargne véritable, capital naturel, approches patrimoniales ...) ; transformation structurelle ; étude des transitions ; socio-écosystème	Chocs et incertitudes dus à la multiplication des crises (climatiques, sanitaires, sécuritaires)	Atténuation des mesures de libéralisation (retour des soutiens à l'agriculture après 2008) ; agricultures familiales ; biotechnologies ; nationalisme des ressources ; taxation du secteur extractif

Actualisation des auteurs, à partir de Hugon (2007).